

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de décentralisation, de la  
réforme de l'État et de la fonction  
publique

## Décret n° [xxx] du [xxx]

**modifiant le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi  
qu'à la prévention médicale dans la fonction publique**

NOR : [xxx]

Publics concernés : administrations de la fonction publique de l'État.

Objet : accueil de collaborateurs médecins au sein des services de médecine de prévention, renforcement des missions des acteurs de la prévention et des droits des membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : afin d'élargir le vivier de recrutement des médecins de prévention et de permettre aux services de médecine de prévention d'exercer leurs missions, le présent décret prévoit l'accueil, au sein de ces services, de collaborateurs médecins dans les conditions prévues par les articles R.4623-25 et suivants du code du travail.

Il prévoit les modalités d'attribution de temps syndical attaché aux fonctions de membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ainsi que la possibilité de saisine de l'inspecteur santé et sécurité au travail (ISST) en cas d'absence de réunion du CHSCT pendant 9 mois.

Références : le texte modifié par le présent décret peut être consulté, dans sa rédaction issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

### **Le Premier ministre,**

Sur le rapport du ministre des finances et des comptes publics et de la ministre de la décentralisation, de la réforme de l'État et de la fonction publique,

Vu le code du travail, notamment son article R. 4623-25 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2012-225 du 16 février 2012 relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail et à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'État ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État en date du ;

Le Conseil d'État (section de l'administration) entendu,

## **Décrète :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

Le décret du 28 mai 1982 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 5 du présent décret.

## **CHAPITRE IER**

### **MÉDECINE DE PREVENTION**

#### **Article 2**

Il est inséré, après le sixième alinéa de l'article 10, un alinéa ainsi rédigé : « Le service de médecine de prévention peut accueillir des collaborateurs médecins dans les conditions prévues à l'article R. 4623-25 du code du travail. Ils exercent leurs fonctions dans les mêmes conditions que celles prévues par ce code pour les collaborateurs médecins recrutés au sein des services de santé au travail ».

## **CHAPITRE II**

### **FONCTIONNEMENT DES COMITÉS D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL**

#### **Article 3**

L'article 69 est complété par trois alinéas ainsi rédigés :

« Si le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail n'a pas été réuni sur une période d'au moins neuf mois, la moitié des représentants titulaires du personnel, sans que ce chiffre ne puisse excéder trois représentants, peut saisir l'inspecteur santé et sécurité au travail. Sur demande de l'inspecteur santé et sécurité au travail, l'administration est alors tenue de convoquer, dans un délai de huit jours, une réunion dont la tenue doit avoir lieu sous un mois ou de justifier par écrit les raisons de l'impossibilité de la tenue d'une telle réunion.

« L'inspecteur santé et sécurité au travail peut saisir l'inspecteur du travail en l'absence de réponse de l'administration ou en l'absence de justification valable.

« Dans un tel cas, la procédure décrite à partir du quatrième alinéa de l'article 5-5 du présent décret s'applique. »

#### **Article 4**

Au premier alinéa de l'article 75, les mots : « ou les visites » et la référence : « , 52 » sont supprimés.

#### **Article 5**

Après l'article 75, il est inséré un article 75-1 ainsi rédigé :

« *Art. 75-1.* – Les membres des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail bénéficient, pour l'exercice de leurs missions, d'un crédit annuel de temps fixé en jours par arrêté des ministres chargés de la fonction publique et du budget, proportionnellement aux effectifs couverts par ces instances et à leurs compétences. Il peut être majoré si des critères géographiques ou des risques professionnels particuliers le justifient. La liste des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail bénéficiant de cette majoration est fixée par arrêté ministériel.

« Ce crédit de temps est utilisé sous forme d'autorisations d'absence d'une demi-journée minimum accordées sous réserve des nécessités du service.

« Un arrêté ministériel peut déterminer un barème de conversion de ce crédit de temps en heures pour tenir compte des conditions d'exercice particulières des fonctions de certains personnels.

« Cet arrêté peut également prévoir la possibilité pour chaque membre d'un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de renoncer à tout ou partie de ce crédit de temps au profit d'un autre membre du même comité ayant épuisé son crédit de temps en cours d'année. »

## **Article 6**

L'entrée en vigueur des dispositions de l'article 5 ne fait pas obstacle au maintien de barèmes de crédits de temps en vigueur à cette date dans les administrations et supérieurs aux barèmes résultant de l'application de ces dispositions.

## **Article 7**

Le ministre des finances et des comptes publics, la ministre des affaires sociales et de la santé, le ministre du travail, de l'emploi et du dialogue social et la ministre de la décentralisation, de la réforme de l'État et de la fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait, le [xxx]

Par le Premier ministre :

La ministre de la décentralisation, de la  
réforme de l'État et de la fonction publique,

Marylise LEBRANCHU

Le ministre des finances et des  
comptes publics,

Michel SAPIN

La ministre des affaires sociales et de la santé,

Marisol TOURAINE

Le ministre du travail, de l'emploi et du  
dialogue social,

François REBSAMEN